

Service Environnement Industriel
Immeuble pastel – CS 53 218
22 rue des pénitents blancs
87 000 Limoges

Limoges, le 24 août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17 août 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORANO Mining U3O8

2 route de Lavaugrasse
CS 371
87250 Bessines-sur-Gartempe

Références : DMAMU20230066

Code AIOT : 0006000368

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 août 2023 dans l'établissement ORANO Mining U3O8 implanté 2 route de Lavaugrasse CS 371 87250 Bessines-sur-Gartempe. L'inspection a été annoncée le 28/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORANO Mining
- 2 route de Lavaugrasse CS 371 87250 Bessines-sur-Gartempe
- Code AIOT : 0006000368
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation U3O8 a pour activité le stockage d'uranium appauvri (U3O8) dans des hangars sur le

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	EDD : scénario "incendie du chariot élévateur"	Code de l'environnement article D. 181-15-2-III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les mesures barrières et les mesures de maîtrise des risques sont globalement mises en oeuvre pour le scénario "incendie du chariot élévateur" de l'étude de dangers, plusieurs points nécessitent une action de l'exploitant afin d'améliorer le suivi et l'intégrité des mesures qu'il met en place pour limiter les risques sur son site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : EDD, scénarios incendie du chariot élévateur

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article D. 181-15-2-III
Thème(s) : Risques accidentels, Étude de dangers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'étude de dangers justifie que le projet permet d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation.</p> <p>Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>[...]</p>

Constats :

Le scénario étudié est : "incendie du chariot élévateur".

Les mesures barrières prévues dans l'EDD sont :

- Pas de stocks de matières combustibles à proximité du stationnement du chariot élévateur.

Il a été constaté lors de l'inspection qu'il n'y avait pas de stocks de matières combustibles à proximité du chariot élévateur sur son aire de stationnement dans le hangar T1. L'exploitant a mis en place une aire de stationnement extérieure lorsque des matières sont stockées dans le hangar T1. Une consigne d'exploitation (122-CO-006, mise à jour le 19 mars 2021) formalise ces dispositions.

- Les conteneurs d'U3O8 sont en acier.

Il a été constaté lors de l'inspection que les conteneurs DV70 sont en acier.

- L'U3O8 est incombustible.

Pas d'observation.

- Maintenance préventive du chariot élévateur.

L'inspection a vérifié le carnet de maintenance du chariot élévateur, la maintenance est réalisée annuellement, sauf en 2022.

NC1 : L'exploitant ne dispose pas des justificatifs de la maintenance périodique du chariot élévateur pour l'année 2022.

DEM1 : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les justificatifs de la visite de maintenance du chariot élévateur de 2022.

- Limitation de la vitesse sur le site.

Il a été constaté lors de l'inspection que des panneaux de limitations sont présent sur l'aire de circulation du chariot élévateur. La limitation de vitesse est formalisée dans la consigne 122-CO-006 mise à jour le 19 mars 2021.

- Formation du personnel.

Il a été constaté lors de l'inspection que les formations initiales et les recyclages des CACES des opérateurs de la société Orano Mining sont à jour.

- Présence d'extincteurs.

Il a été constaté lors de l'inspection qu'un extincteur à poudre est présent sur le chariot élévateur, 3 extincteurs de types différents sont présents dans le local technique du hangar T1 (leur utilisation est formalisée dans la consigne 122-CO-004 mise à jour le 19 mars 2021), 4 extincteurs à eau sont présents dans les autres hangars (vérifié sur les hangars T10 et T11).

OBS : Il est rappelé à l'exploitant que les extincteurs à eau ne sont pas adaptés à l'incendie du chariot élévateur. Seuls les extincteurs présents sur le chariot élévateur et dans le local technique du hangar T1 peuvent être considérés comme des mesures barrières.

NC2 : Il a été constaté que l'accès à l'extincteur 18 est encombré de divers matériaux.

DEM2 : Il est demandé à l'exploitant de maintenir l'accès aux extincteurs, et notamment l'extincteur n°18.

Les mesures de maîtrise des risques mises en place sont :

- Présence de bornes incendie.

Il a été constaté que les bornes incendie prévues dans l'étude de dangers sont présentes, une au niveau du hangar T1 et l'autre au niveau du hangar T11. Le rapport de vérification n°19122408 du 13

juin 2023 ne fait pas apparaître d'anomalie concernant ces bornes incendie.

- Mise en place de moyens d'intervention. Les moyens d'intervention sont mentionnés dans la consigne 122-CO-003 mise à jour le 19 mars 2021.

NC3 : Il a été constaté que le scénario d'incendie du chariot élévateur n'a pas été pris en compte dans la consigne 122-CO-003 : il est notamment prévu de redresser le DV70 d'U3O8 à l'aide du chariot élévateur en cas d'accident.

DEM3 : Il est demandé à l'exploitant de prévoir le scénario d'incendie du chariot élévateur dans sa consigne sur les moyens d'intervention.- le chariot élévateur est le seul engin autorisé à circuler lors de ses phases de travail. La consigne 122-CO-004 mise à jour le 19 mars 2023 formalise ces dispositions.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet